CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
DU

02 - 03 - 2000
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE – C 140

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

– Interpellations de MM. **Paul Tant** et **Bart Laeremans** au premier ministre sur l'attitude inadmissible d'un collaborateur de cabinet du premier ministre (n^{os} 268 et 269)

Orateurs : **Paul Tant**, **Bart Laeremans** et **Guy Verhofstadt**, premier ministre 5

– Interpellation de M. **Francis Van den Eynde** au premier ministre sur les déclarations de M. Leman (n^o 266)

Orateurs : **Francis Van den Eynde** et **Guy Verhofstadt**, premier ministre 7

– Questions de M. **Pieter De Crem** et de Mme **Els van Weert** au premier ministre sur la nouvelle mission du commissaire du gouvernement, Freddy Willockx (n^{os} 1158 et 1197)

Orateurs : **Pieter De Crem**, **Els Van Weert** et **Guy Verhofstadt**, premier ministre 8

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉUNION PUBLIQUE

JEUDI 02 MARS 2000

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Tony SMETS

La séance est ouverte à 18 h 02.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

ATTITUDE D'UN COLLABORATEUR DE CABINET

– *Interpellation de M. Paul Tant au premier ministre sur "l'attitude inadmissible d'un collaborateur de cabinet devant une commission d'enquête parlementaire" (n° 268)*

– *Interpellation de M. Bart Laeremans au premier ministre sur "l'attitude illégale et grossière de son spécialiste de la communication" (n° 269)*

M. Paul Tant (CVP) : Je remercie le président de la commission de la dioxine qui a permis que ces interpellations soient développées avant la reprise des travaux de la commission.

En faisant des procès d'intention à plusieurs commissaires, en qualifiant certaines questions de "non pertinentes" et en tenant des propos très humiliants à l'égard de plusieurs parlementaires, le collaborateur du premier ministre a entravé le bon fonctionnement de la commission sur la dioxine. Le premier ministre admet-il un tel comportement ? Imaginer dit-il un témoin de la commis-

sion "Rwanda" s'autorisant pareille arrogance ? M. Verhofstadt n'aurait pas manqué de dénoncer un tel comportement.

Les réactions du premier ministre sont très différentes selon qu'il parle de M. Leman ou de M. Slangen. Alors qu'il s'était exprimé en termes négatifs sur les propos de M. Leman, il s'est borné, dans le cas de M. Slangen, à un "pas de commentaire" dont le Parlement n'a qu'à se satisfaire

Cette différence d'attitude m'est intolérable. Tous les deux sont au service du premier ministre. M. Slangen a toutefois tenu ses propos au sein d'une commission d'enquête, alors que M. Leman s'est exprimé à l'occasion d'une interview.

Le premier ministre a-t-il déjà rappelé M. Slangen à l'ordre ? Dans l'affirmative, pourquoi réserve-t-il à M. Slangen un autre traitement qu'à M. Leman ?

Le premier ministre doit savoir qu'il sera plus facilement associé à M. Slangen qu'à M. Leman. M. Slangen s'est exprimé en termes critiques sur la manière dont la crise de la dioxine a été abordée ainsi que sur l'attitude de M.

Dehaene, mais il l'a fait du point de vue du spécialiste de la communication qu'il est. Fort heureusement, M. Slangen ne conseillait pas M. Dehaene à l'époque, car celui-ci lui aurait recommandé de se tenir à l'écart.

De même, il s'est avéré que M. Slangen a agi comme gestionnaire ou comme cogestionnaire dans le cadre du rapport Destickere, un document dont il a été fait un usage politique. Nous comprenons d'autant moins pourquoi il ait fallu le dissimuler. Certaines déclarations sont contradictoires. M. Slangen a mal conseillé le premier ministre à propos du rapport Destickere, ce qui explique l'agressivité et l'arrogance dont il a fait preuve devant la commission d'enquête "dioxine". La population assimile le premier ministre à cette arrogance. Le premier ministre couvre-t-il les actes de M. Slangen ? Quelles sanctions compte-t-il prendre ? S'est-il concerté avec M. Slangen ? Ce dernier présentera-t-il ses excuses à la commission d'enquête parlementaire, puisqu'il a déclaré face au médias être allé trop loin ?

M. Bart Laeremans (VL. BLOK) : L'attitude offensante adoptée, le 18 février dernier, par le spécialiste des médias et de la communication du premier ministre à l'égard de membres d'une commission d'enquête parlementaire, était répréhensible. Par ailleurs, par l'intermédiaire des caméras, l'intéressé a encouragé le premier ministre à adopter un comportement grossier.

Toute décision du gouvernement serait soumise par le premier ministre à l'avis de M. Slangen. Celui-ci susciterait au sein du gouvernement une obsession anti-blok qui a notamment conduit aux "listes noires" de la Poste, retirées dans l'intervalle.

Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le changement d'attitude du premier ministre et sur les raisons du glissement vers la gauche opéré par le VLD. M. Leman avait incontestablement raison d'affirmer que l'électeur conservateur ne peut plus s'identifier au parti de M. Verhofstadt.

Votre conseiller personnel, M. Slangen, a préparé le grand virage du VLD vers la gauche et les Verts, se révélant ainsi un mauvais conseiller. Les manipulateurs sont souvent représentés sous la forme d'un serpent, "slang" en néerlandais. Un nom prédestiné en quelque sorte !

Le premier ministre admet-il que l'attitude de son collaborateur de cabinet constitue une violation de la loi et une offense à la Chambre, et plus particulièrement à la commission d'enquête sur la dioxine ?

Le premier ministre a-t-il eu une concertation préalable avec M. Slangen ? Son conseiller l'avait-il informé de son intention de faire les déclarations que l'on sait ? Approuve-t-il le comportement de son collaborateur ?

Le premier ministre estime-t-il que M. Slangen peut continuer à exercer ses fonctions, grassement rémunérées, de collaborateur de cabinet ?

Le premier ministre suivra-t-il la suggestion de son collaborateur et refusera-t-il, à l'avenir, de répondre aux questions posées par les membres d'un parti déterminé ?

M. Guy Verhofstadt, premier ministre (en néerlandais) : Je me réjouis d'entendre que M. Tant se préoccupe de mon image de marque, mais je ne vois pas pourquoi ces questions me sont adressées. M. Slangen n'a pas été interrogé en sa qualité de collaborateur de cabinet, mais en tant que directeur de la campagne électorale du VLD. M. Slangen est responsable du comportement qu'il affiche à la commission de la dioxine.

Selon M. De Croo, M. Slangen a répondu à toutes les questions qui lui ont été posées. En tant que chef du pouvoir exécutif, il ne m'appartient pas de m'immiscer dans d'éventuelles procédures judiciaires. La commission de la dioxine considère d'ailleurs l'incident comme clos. Je respecte cette décision.

M. Laeremans saisit manifestement l'occasion qui lui est offerte pour exprimer des thèses d'extrême droite.

M. Paul Tant (CVP) : Le premier ministre cherche à s'en tirer à bon compte et nie ses responsabilités. Son collaborateur de cabinet a offensé le Parlement d'une manière inacceptable. M. Slangen n'a d'ailleurs pas répondu à toutes les questions. Le président de la Chambre n'était pas présent en commission de la dioxine et ne peut être cité à titre de témoin. De tels incidents amènent une politisation de la commission, qui nuit à la qualité des débats. La crédibilité du premier ministre est entamée. Le fonctionnement de la commission d'enquête parlementaire a été entravé de manière inadmissible. J'estime dès lors que le premier ministre doit démettre M. Slangen de ses fonctions.

M. Bart Laeremans (VL.BLOK) : Je suis d'accord avec M. Tant : en sa qualité de collaborateur de cabinet, M. Slangen a offensé la commission "dioxine". Le premier ministre fait preuve d'une grande lâcheté en ne tirant aucune conclusion de cet incident. Cet homme semble exercer sur lui une grande emprise. La collectivité continuera donc de lui payer quatre millions par an. Le dépôt d'une motion de recommandation n'a donc rien que de très normal.

M. Hugo Coveliers (VLD) : Le débat prend un tour hallucinant ! Pour commencer, une commission d'enquête cherche à imputer toute la responsabilité de la crise à un gouvernement qui n'était même pas aux affaires. Et

lorsque cette tentative échoue, le premier ministre est interpellé à propos d'un incident impliquant un de ses collaborateurs présumés. Dans le cadre de son interpellation, M. Tant a d'ailleurs davantage parlé de l'intervention du premier ministre que de celle de M. Slangen. Il abuse ainsi de son droit d'interpellation et de la possibilité de déposer une motion. C'est pourquoi nous déposerons une motion pure et simple.

M. Francis Van den Eynde (VL.BLOK) : M. Coveliers utilise le terme "hallucinant". Ce qui est hallucinant, c'est la façon dont le premier ministre et le VLD cherchent à tirer d'affaire. Un collaborateur de cabinet offense une commission d'enquête et conseille ensuite au premier ministre de faire de même et de ne plus répondre aux questions de certains parlementaires. Je demande que l'on respecte les faits et la vérité.

Le **président** : J'ai reçu trois motions.

Une première motion de recommandation, signée par MM. Bart Laeremans (VL. BLOK) et Francis Van den Eynde (VL. BLOK), est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations des députés Paul Tant et Bart Laeremans

et la réponse du premier ministre,

invite fermement le premier ministre à démettre sur-le-champ M. Slangen de ses fonctions."

Une deuxième motion de recommandation, signée par MM. Paul Tant (CVP) et Marc Van Peel (CVP), est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations des députés Paul Tant et Bart Laeremans

et la réponse du premier ministre,

demande la démission de M. Slangen en sa qualité de collaborateur du cabinet du premier ministre."

Une motion pure et simple a été signée par MM. Jean Depreter (PS), Denis D'hondt (PRL FDF MCC), Willy Cor-tois (VLD), Mme Marilou Vanden Poel-Welkenhuysen (VLD) et Mme Géraldine Pelzer-Salandra (Écolo-Agalev).

Ces motions seront ultérieurement mises aux voix en séance plénière de la Chambre.

La discussion est close.

PROPOS TENUS PAR M. LEMAN

Interpellation de M. Francis Van des Eynde au premier ministre sur "les déclarations du directeur du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme dans "Gazet van Antwerpen" du 17 février 2000 et la participation du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme à la manifestation du 20 février 2000 contre la participation du FPÖ au gouvernement autrichien" (n° 266)

M. Francis Van den Eynde (VL. BLOK) : Il y a quelques semaines, le père Leman, directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, a prodigué ses conseils à certains partis quant à l'attitude à adopter face au Vlaams Blok. Ses conseils n'ayant pas eu l'heur de plaire, chacun a estimé qu'il devait s'abstenir de faire de la politique. Or, ce n'est pas la première fois qu'il en fait. Mme D'Hondt, que le régime avait élevée au rang de sainte de son vivant, devait bien évidemment être remplacée par un prêtre appartenant à l'ordre des Dominicains, inquisition à l'encontre du Vlaams Blok oblige.

Très manifestement, ce n'est pas tant de la lutte contre le racisme mais bien plus de la croisade contre un parti déterminé qu'il s'occupe. Le nombre de points qui avait été attribué à la question "Que feriez-vous si vous constatiez qu'une personnalité du Vlaams Blok se fait attaquer ?" figurant dans un test diffusé en 1996 dans les écoles gantoises, en dit long sur son état d'esprit.

Le père Leman s'était déjà affiché dans une manifestation en 1994 et il a participé récemment à la manifestation contre la présence du FPÖ au gouvernement autrichien. Le père Leman et le Centre se livrent donc bel et bien à une action politique. Ils ont toujours combattu le Vlaams Blok. Et si l'on enregistre aujourd'hui certaines réactions, c'est parce qu'il semble ne pas pratiquer la politique comme il conviendrait.

Dans une démocratie, un centre de ce type qui n'est pas politiquement neutre et qui est financé par le contribuable ne devrait pas exister. Le Centre a été créé par le Parlement. Il a été investi de nombreuses fonctions mais, en fait, d'aucune mission précise. Il est inadmissible que l'on puisse ainsi se servir d'un organisme public pour s'en prendre à un parti politique et à ses mandataires. Quelles mesures le premier ministre a-t-il l'intention de prendre à l'égard du père Leman ?

M. Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Je ne considère nullement que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme n'ait aucun rôle à jouer dans notre société. Le simple fait que M. Van den

Eynde s'en prene à un organisme qui lutte contre le racisme est un aveu de taille.

Je persiste à dire que le directeur d'un tel centre doit s'occuper d'actions spécifiques et qu'il n'a pas à se substituer aux politiciens. Je lui ai fait part de mon point de vue. Je ne souhaite pas que de tels incidents se reproduisent. Le père Leman en est bien conscient et il en tiendra compte.

M. Francis Van den Eynde (VL. BLOK) : Le père a donc revêtu sa robe de pénitent ! Jamais encore je n'avais entendu de réponse aussi équivoque. Le premier ministre reproche au père Leman d'avoir fait de la politique. Or, il a été désigné à cet effet, tout comme le Centre de lutte contre le racisme a été créé à cet effet.

Il appartient aux tribunaux de se prononcer sur des faits de racisme. Le Centre n'a d'ailleurs pas été créé pour manifester contre le FPÖ. Le Centre et le père Leman font de la politique depuis des années. Mais cette fois, ils ont été trop maladroits.

Le **président** : J'ai reçu deux motions.

Une motion de recommandation signée par MM. Bart Laeremans (VL. BLOK) et Francis Van den Eynde (VL. BLOK) est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Francis Van den Eynde

et la réponse du premier ministre,

invite le gouvernement non seulement à veiller à ce que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme s'abstienne dorénavant de toute action politique mais, en outre, à faire en sorte que cette institution, dont l'utilité est des plus discutables, soit supprimée dans les plus brefs délais."

Une motion pure et simple a été signée par MM. François-Xavier de Donnea (PRL FDF MCC), Jean Depreter (PS), Denis D'hondt (PRL FDF MCC), Patrick Lansens (SP) et Mme Marilou Vanden Poel-Welkenhuyzen (VLD).

Ces motions seront ultérieurement mises aux voix en séance plénière de la Chambre.

La discussion est close.

NOUVELLE MISSION DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT, M. WILLOCKX

– Question de M. Pieter De Crem au premier ministre sur "la nouvelle mission du commissaire du gouvernement, Freddy Willockx" (n° 1158) – Question de Mme Els Van Weert au premier ministre sur "la nouvelle mission du commissaire du gouvernement, Freddy Willockx" (n° 1197)

M. Pieter De Crem (CVP) : Il y a deux mois, le commissaire du gouvernement, M. Willockx, s'est vu confier une nouvelle mission, à savoir le suivi de la transposition des directives européennes. Mais nous apprenons qu'il a également été chargé d'une autre tâche : faciliter les expulsions collectives d'illégaux par la conclusion de conventions de retour au pays d'origine.

Le conseil des ministres a-t-il décidé de lui confier cette nouvelle tâche, et dans l'affirmative, quand et pourquoi l'a-t-il fait ? En quoi consistera exactement cette tâche ? Quelque vingt-cinq directives auraient déjà été transposées, mais on constate aujourd'hui que quatorze d'entre elles sont devenues sans objet ou que leur transposition avait déjà été préparée par le gouvernement précédent. Il en reste donc encore cent cinquante.

Cette nouvelle mission est-elle conciliable avec la volonté du gouvernement de renforcer le rôle de l'administration et, plus particulièrement, en l'occurrence, celui du corps diplomatique ?

Quelle attitude doit adopter le corps diplomatique belge vis-à-vis des membres des corps diplomatiques d'autres pays qui ont été chargés, quant à eux, de négocier des traités de réadmission ? Suffit-il de transposer quelques directives européennes dans notre législation – étant entendu que cent cinquante de ces directives attendent encore d'être transposées en droit belge – pour confier une nouvelle mission au commissaire du gouvernement concerné ?

Et qu'en est-il de la commissaire du gouvernement, Mme André, qu'on n'a guère entendu se manifester ?

Que recouvre la nouvelle fonction de M. Willockx ? Avec quels pays doit-il négocier les traités de réadmission ? Le cas échéant, un autre emploi lui sera-t-il attribué à l'issue des élections communales ?

Le commissaire du gouvernement Willockx se verra-t-il confier encore d'autres missions ? Les autres commissaires du gouvernement doivent-ils eux aussi s'attendre à devoir mener à bien d'autres tâches ?

Mme **Els Van Weert** (VU-ID) : Nos critiques fondamentales à l'égard du système des commissaires du gouvernement sont connues. Je ne répèterai dès lors pas les questions formulées par M. de Crem.

La durée de la mission de M. Willockx court jusqu'à la fin de la législature, bien que le ministre Daems ait déclaré à l'époque qu'elle serait limitée dans le temps. Nous avons l'impression que l'on cherche inlassablement de nouvelles missions à lui confier pour lui faire passer le temps.

Quelle est exactement la portée de la mission dont a été chargé M. Willockx ? Où et quand a-t-il été décidé de lui assigner une nouvelle mission ?

Dans une réponse antérieure, le premier ministre avait déclaré que la fonction de commissaire du gouvernement était incompatible avec un mandat exécutif au niveau communal. Qu'en sera-t-il dès lors des ambitions communales du commissaire du gouvernement ?

Nous estimons que le commissaire du gouvernement fait partie intégrante de l'exécutif. À notre estime, M. Picqué ne peut plus siéger au Parlement. Le premier ministre peut-il se rallier à l'interprétation par la presse de sa réponse antérieure ?

En vertu de quoi M. Willockx a-t-il une nouvelle fois été investi d'une mission de commissaire ?

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : En ce qui concerne le statut des commissaires de gouvernement, je renvoie à mes réponses antérieures sur ce sujet.

Je tiens à souligner que M. Willockx a contribué à la résolution de la crise de la dioxine en oeuvrant pour obtenir la levée des normes européennes très contraignantes qui avaient été imposées à la Belgique.

La levée de ces mesures n'a pas été simple à obtenir. Un certain nombre de dossiers nécessitent encore un suivi administratif, dont se chargera M. Willockx.

Nous avons également chargé M. Willockx d'assurer le suivi de la transposition des directives européennes. Actuellement, le délai de transposition est très largement dépassé pour 93 dossiers sur 181 encore en cours ; 39 directives n'ont pas été transposées selon les règles. Enfin, l'arrêt de la Cour de Justice européenne n'a pas été respecté dans onze cas.

M. Willockx tient à jour un tableau pour chacun des ministres afin de les faire procéder à la transposition. Le 15 février 2000, l'arriéré avait déjà été ramené à 150 dossiers. La méthode Willockx porte donc ses fruits. Et

bien que je me rende compte que l'arriéré ne pourra jamais être complètement résorbé, mon ambition est néanmoins de le réduire de moitié.

Le problème de l'arriéré en matière de transposition des directives européennes se pose depuis plusieurs années. Il est donc grand temps d'opérer un rattrapage. Il s'agit pour le gouvernement d'une priorité.

Il en va de même pour notre politique dans le domaine de la régularisation, de la naturalisation et des étrangers.

Il ne faut pas oublier qu'il n'y a plus eu de véritable politique d'éloignement depuis la mort de Semira Adamu. Ce gouvernement a renoué avec les éloignements collectifs. C'est la raison pour laquelle nous avons conclu des accords de réadmission avec certains pays, ce qui nous permet d'agir plus efficacement et de gagner beaucoup de temps.

La conclusion de ces accords a été confiée à M. Willockx. Il s'agit là d'une mission qui exige beaucoup de temps et d'énergie. Les régularisations et les expulsions constituent les deux volets d'une politique qui se veut crédible. Nous constatons d'ores et déjà une diminution du nombre de demande d'asile (quelque 2000 en février).

M. Willockx est quelqu'un qui va au bout des choses. Il était le plus apte à s'acquitter de cette mission. Les résultats de son action ne se feront pas attendre. Notre intention est avant tout de conclure des accords de réadmission avec les pays qui sont à l'origine de flux migratoires par trop importants.

M. **Pieter De Crem** (CVP) : Nous assistons à la béatification en règle de M. Willockx. (*Sourires*)

À mon estime, la transposition des directives européennes n'est pas le travail de titan que nous décrit le premier ministre. Certains dossiers doivent pouvoir être transposés en un tour de main. Un tel travail devrait être confié à des fonctionnaires.

Il me semble que les déclarations dithyrambiques à l'égard de M. Willockx en disent long sur le crédit accordé aux autres commissaires du gouvernement.

Je ne vois pas pourquoi le département des Affaires étrangères ne pourrait pas se charger des accords de réadmission. Faut-il vraiment recourir pour cela aux services d'un homme politique ?

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Dans les pays concernés, les négociations se mènent au niveau du ministre des Affaires étrangères, et pas à celui

de l'administration. Face à un ministre, il faut un responsable politique.

M. **Pieter De Crem** (CVP) : La Belgique est le seul pays où les diplomates sont mis sur la touche dans de tels dossiers.

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Ce n'est pas exact. L'Italie applique le même système que nous. Les négociations avec Tirana y sont menées par des politiciens.

M. **Pieter De Crem** (CVP) : Nous restons convaincus que la mission qui a été confiée à M. Willockx constitue une thérapie occupationnelle. Cette manière d'agir n'est pas de nature à améliorer la gestion de l'État. L'accord de gouvernement annonce d'ailleurs une revalorisation de la fonction publique. Pourquoi dès lors confier toute une série de missions à des commissaires du gouvernement ?

M. **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Le fait d'oser interpellier sur un tel sujet me paraît grave.

Pendant des années, aucune politique digne de ce nom n'a été menée dans ce domaine. À présent qu'une telle politique est mise en oeuvre, vous déplorez qu'un politicien en soit chargé.

Mme **Els Van Weert** (VU-ID) : Le premier ministre affirme que de nombreuses tâches sont réservées exclusivement à des politiciens et il nous fait l'éloge de M. Willockx. Pourquoi n'a-t-il dès lors pas réservé à ce politicien hors pair une place au sein de son gouvernement ?

Le problème de l'incompatibilité entre la fonction de commissaire du gouvernement et un mandat législatif ou communal n'a toujours pas été tranché. Les interrogations demeurent donc à propos du statut de M. Picqué et la situation de M. Willockx nous inquiète également dans la perspective du scrutin communal.

Le **président** : L'incident est clos.

– La réunion publique de commission est levée à 19 h 20.